



Monsieur le Président,

La période dans laquelle nous siégeons est source d'inquiétude pour les agent-e-s de la DGFIP. Le Projet de Loi de Finances vient de nous être imposé par 49.3 avec un budget d'austérité inédit ayant des effets néfastes prévisibles pour les services publics, les politiques sociales et environnementales,

Si les agents publics ont pu, suite aux mobilisations de décembre, obtenir l'abandon des journées de carence supplémentaires, nous sommes loin du compte des attentes avec de nouveaux reculs majeurs comme l'abandon de la GIPA, l'affaiblissement des remboursements des arrêts maladie sans compter, encore et toujours, le gel du point d'indice...

Dans notre administration, nous sommes dans l'attente de visibilité et de soutien sur les moyens qui nous seront donnés. Confirmez-vous les 550 suppressions d'emplois à la DGFIP, loin de l'engagement d'un répit dans le cadre du COM? Et quel sera l'effet pour notre direction, avec quelles conséquences pour les services et les missions ?

Cette période pèse particulièrement sur des agent-e-s attaché-e-s à leurs missions qui voient chaque jour les difficultés: sollicitations des usagers, charge de travail, tensions dans les collectifs de travail. Nous continuerons à relayer ces problématiques dans toutes les instances, dans l'attente d'améliorations concrètes.

Par ailleurs, le dialogue social se voit mis à mal par la publication de la note de service sur les nouvelles modalités de mutation locale des cadres A du 31/01/2025.

Notre administration s'est dotée d'un système de concours basé sur l'anonymat et les mêmes conditions ouvertes à tous et d'un processus de mutation construit au fil des années, basé sur des règles précises. Depuis le 31 Janvier, nous sommes entrés dans un système qui va conduire à l'opacité des affectations, et des perspectives pour nos collègues .

Monsieur le Directeur, vous sollicitez avec insistance, les collègues pour participer à l'Observatoire Interne, mais la Direction générale ne tient aucun compte de ce qui y est exprimé : un sentiment d'instabilité, des changements trop rapides . Pour en rajouter, elle instaure la subjectivité dans ce contexte déjà lourd .

La mutation généralisée des A au choix est le prémice d'une généralisation de ce mode d'affectation, notamment pour les cadres B, puis une extension au national, c'est la fin des mouvements de mutation, c'est l'ouverture au système de réseaux, un cocktail d'entre soi et de loterie .

Au menu du jour la sphère foncière via le Sdif, un univers miné par des décisions nationales incohérentes (applications défaillantes, crash Gmbi, impasse tlu) et des schémas locaux présentés en ces lieux il y a plus de deux ans et demi avec des revirements et changements de trajectoire contradictoires et permanents.

Nous vous avons clairement alerté en septembre 2022 sur l'impasse qui se profilait sans que nos doléances soient entendues tant au niveau national que local. GMBI, un projet initialement estimé à 12,7 millions d'euros a finalement été multiplié par trois, atteignant 37,2 millions d'euros. Ce dérapage budgétaire s'explique par une externalisation coûteuse et des erreurs de taxation qui ont engendré plus d'1,3 milliard d'euros de dégrèvements à la charge de l'État.

Un fiasco difficile a imputer à nos agents devant une surcharge de travail accrue, des contentieux en pagaille, et des E contact par milliers. Le rapport de la cours des comptes à cette occasion est sans concession. Les agents ne seront pas les lampistes de ce naufrage.

Au niveau de la Cdad, dans l'attente du bilan qui sera dressé en FS sur les bilans ergonomiques et médicaux, vous soulignez le bon fonctionnement de la cellule et de ses axes d'amélioration, qui nous l'espérons sera récompensé par une juste reconnaissance financière abordée en visite de site et lors du Csal du 20/12/2024, via l'instauration de primes pérennes déjà en place dans les centres de contact.

Au niveau du budget quelles seront les répercussions du déficit, combiné à une exigence de réduction budgétaire dans le projet de loi de finances 2025, notamment dans la présentation locale établie ce jour.

Au niveau égalité hommes : femmes , les données statistiques ne sont qu'un support pour évoquer les vraies questions sur ce sujet :

- une véritable articulation entre vie professionnelle et vie personnelle
- une lutte pour favoriser la mixité des métiers et garantir l'égalité salariale et l'égalité effective dans les parcours professionnels
- un travail pour prévenir et lutter contre les comportements sexistes et les violences sexuelles.

Ces mesures doivent permettre un déploiement efficace pour une politique en faveur de l'égalité femmes – hommes.

•